



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général

Direction de la coordination
des politiques interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Ref : DCPI-BICPE/ VD

**Arrêté préfectoral imposant des prescriptions complémentaires à la
société STR FRANCE pour la poursuite d'exploitation de son
installation située sur la commune de LE CATEAU CAMBRESIS**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L. 411-2 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 février 2021 portant délégation de signature à M. Nicolas VENTRE, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2008 autorisant la société STR FRANCE à exploiter un chantier de récupération et de stockage de vieux métaux et agrément pour une activité de démolition d'épaves automobiles (« démolisseurs ») à LE CATEAU-CAMBRESIS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2017 imposant à la société STR FRANCE SAS des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à LE CATEAU-CAMBRESIS ;

Vu le dossier de mise en conformité accompagné du rapport de base transmis à la préfecture du Nord le 10 décembre 2018 ;

Vu le courrier de l'exploitant du 15 mai 2019 informant de l'abandon de l'activité VHU sur le site STR à LE CATEAU-CAMBRESIS ;

Vu le dossier de réexamen transmis à la préfecture du Nord le 24 août 2019 ;

Vu le rapport de l'inspection daté du 17 novembre 2020 faisant suite à la visite d'inspection du 22 octobre 2020 ;

Vu le rapport et les propositions du 20 janvier 2021 du directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet de prescriptions complémentaires porté à la connaissance du demandeur le 25 février 2021 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant au terme du délai déterminé ;

Considérant que la rubrique associée à l'activité principale des activités est la rubrique : 3550 et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont parues au Journal officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018 ;

Considérant que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives à certaines installations de traitement de déchets (BREF WT) ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R. 515-60 du code de l'environnement, il convient d'ajouter à l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations, des prescriptions relatives aux rejets dans l'eau ;

Considérant que les modifications des rubriques de la nomenclature peuvent être autorisées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Considérant que l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2017 susvisé mérite d'être modifié dans les formes prévues au code de l'environnement, notamment les articles en lien avec la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – La société STR FRANCE SAS, dont le siège social est situé 72, rue Faidherbe – 59 360 LE CATEAU-CAMBRESIS, est tenue de respecter les dispositions complémentaires suivantes du présent arrêté pour le site qu'elle exploite à cette même adresse.

Article 2 – L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2017 est modifié comme suit :

« La société STR FRANCE, dont le siège est situé 72, rue Faidherbe à LE CATEAU-CAMBRESIS (59 360), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur les parcelles référencées section AN n°89 et 90 d'une contenance de 9 870 m², située à la même adresse, et à exploiter sur les parcelles référencées AN n°130 (8 550 m²) et AN n°211 et n°214 (3 168 m²) les installations suivantes :

Rubrique de classement	Intitulé exact de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime (1)
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	La quantité de déchets dangereux stockés sur site est de 94 tonnes dont : – 74 tonnes de métaux souillés aux hydrocarbures essentiellement – 20 tonnes de batteries	A

Rubrique de classement	Intitulé exact de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime (1)
2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p>	<p>Quantité maximale stockée sur site : 90 tonnes</p>	A
2790	<p>Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795</p>	<p>Le site dispose d'une cisaille mobile dont la capacité maximale de traitement est de 120 t/jour.</p>	A
2791-1	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j</p>	<p>Quantité journalière de ferrailles traitées est de 35 t/jour environ</p>	A
2713-1	<p>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719</p> <p>La surface étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 m² ;</p>	<p>La surface utilisée est de 8 000 m².</p> <p>La capacité maximale de traitement de ferraille est de 2 500 tonnes/mois</p>	E
2714-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ ;</p>	<p>Le site transite :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 200 m³ de matières plastiques – 200 m³ de papiers cartons – 750 m³ de bois <p>La quantité totale en transit est inférieure à 1 150 m³.</p>	E
2710-1.b	<p>Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</p> <p>1. Collecte de déchets dangereux :</p> <p>La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t</p>	<p>Le site est également un point d'accueil volontaire de métaux déposés par des particuliers ou des acteurs de l'activité économique. L'accueil des particuliers s'effectue dans le bâtiment de stockage de métaux précieux. La quantité de déchets dangereux apportées par le producteur initial et stockée sur site est d'environ 4 tonnes.</p>	DC

Rubrique de classement	Intitulé exact de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime (1)
2710-2.b	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	Le volume de déchets non dangereux apporté par le producteur initial et stocké sur site est inférieur à 300 m³	DC
2711	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	Le volume de DEEE stocké en transit sur site est inférieur à 100 m³	NC
2663-2	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50 % de polymères	Stockage de pneumatiques dans 2 bennes de 30 m ³ chacune soit un total de 60 m³	NC
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	102 bouteilles d'oxygène soit 1,4 tonnes	NC
4718-1	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).	– 8 bouteilles de propane carburation de 13 kg – 8 bouteilles de butane de 35 kg Total : 384 kg	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement	– 2 cuves de fuel FOD – capacité totale : 2 m ³ soit environ 2 t – 1 cuve de gazole : 1 m ³ soit environ 1 t – 1 cuve d'essence : 1 m ³ soit environ 1 t – 1 cuve de carburant souillé : 1 m ³ soit environ 1 t Quantité totale : 5 t	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules	Volume annuel total de fuel distribué inférieur à 20 m ³	NC
4130-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.	1 cuve de lave-glace : 1 m ³ soit 0,9 tonne	NC

(1) A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique) ou NC (Non Classé)

L'établissement fait partie des établissements dit « IED », visés par la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement, car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

Ainsi, en application des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement :

- 1 – la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3550 « Stockage temporaire de déchets dangereux » ;
- 2 – les conclusions sur les meilleures technologies disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence au BREF Waste Treatments (code WT).

Seul le stockage de conteneurs vides est autorisé sur les parcelles AN n°211 et AN n°214.

Aucune activité industrielle n'est réalisée sur la parcelle AN n°215, propriété de la société STR FRANCE.

Le stockage de matières combustibles est interdit au sein du bâtiment existant. »

Article 3 – L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2017 est modifié comme suit :

L'article 4.5 « Zones stabilisées » est ajouté à l'arrêté préfectoral du 07 janvier 2008 comme suit :

« Article 4.5. - Zones stabilisées

Afin de prévenir toute pollution des sols, les zones stabilisées des parcelles AN 89 et 90 sont imperméabilisées. La parcelle 130 correspondant à la zone 2 n'est pas exploitée. Tout stockage futur sur cette zone sera subordonné à son imperméabilisation. L'inspection sera alors tenue informée de la reprise d'exploitation de la zone 2.

Article 4 – L'article 8.1 « Eaux pluviales » de l'arrêté préfectoral du 07 janvier 2008 est complété comme suit :

Les valeurs limites acceptables doivent respecter les concentrations suivantes pour les paramètres considérés :

Paramètre		
	Concentration maximale (mg/l)	Fréquence d'autosurveillance
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	10	annuelle

Article 5 – Dans un délai de dix mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à l'implantation d'un quatrième piézomètre, Pz4, à une profondeur de 30 m environ, en aval du site, au point bas du site, afin d'estimer l'impact du site sur une éventuelle pollution des eaux souterraines (annexe 1)

Article 6 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 7 – Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- Recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.

- Et/ou recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de la transition écologique – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le recours contentieux.

En outre, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE CEDEX ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 8 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de CAMBRAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- au maire de LE CATEAU CAMBRESIS,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de LE CATEAU CAMBRESIS et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2021>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **08 AVR. 2021**

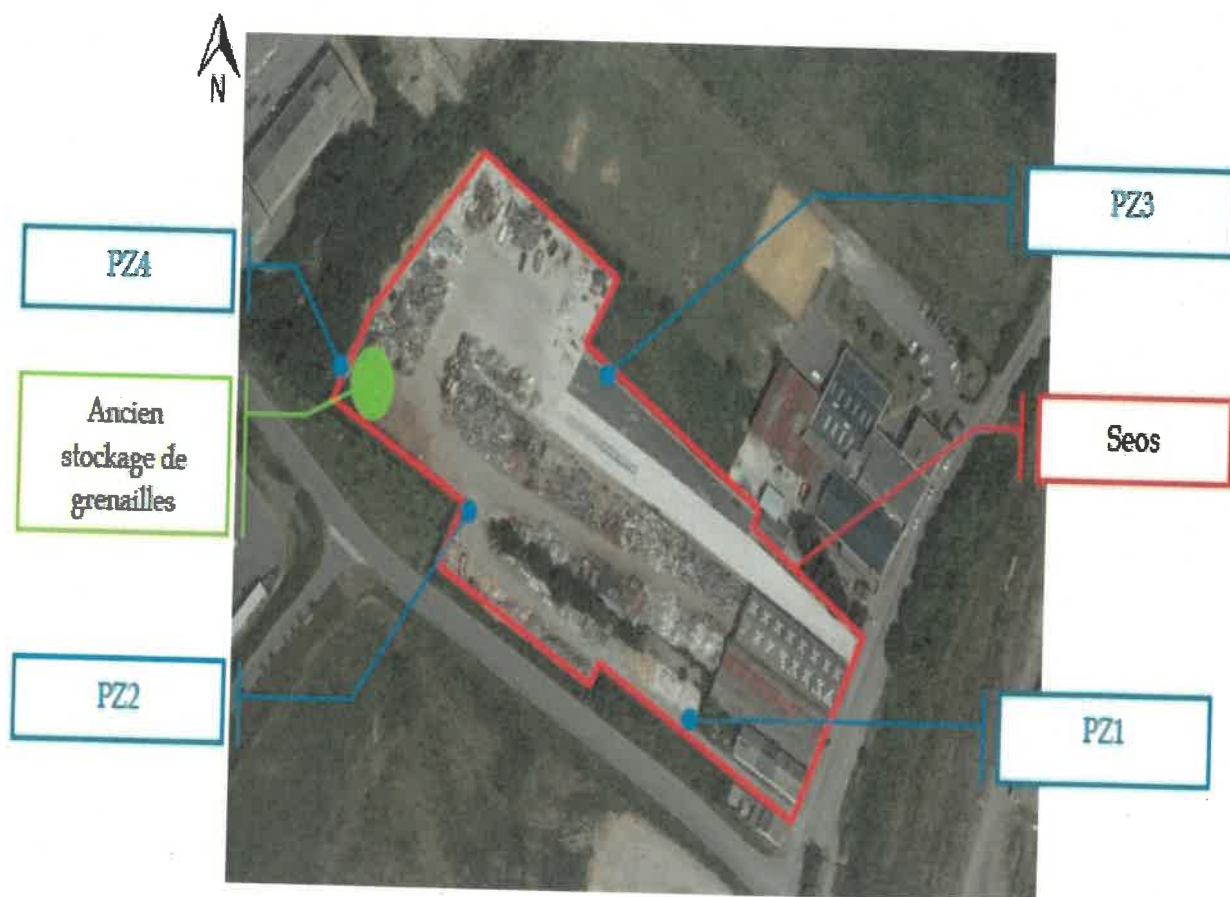
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint



Nicolas VENTRE

P.J. : 1 annexe

ANNEXE 1



VU POUR ETRE ANNEXE
à mon acte en date du

08 AVR. 2021

